



**RÈGLEMENT MUNICIPAL # 220-24
ÉTABLISSANT LES TAUX DE TAXES
FONCIÈRES ET LA TARIFICATION POUR LES
SERVICES D'AQUEDUCS, D'ÉGOUTS ET
D'ORDURES 2024**

**MUNICIPALITÉ DE
BAIE-SAINTE-CATHERINE**

RÈGLEMENT #220-24

C A N A D A
Province de Québec
MRC de Charlevoix-Est
Municipalité de Baie-Sainte-Catherine



AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET

RÈGLEMENT MUNICIPAL # 220-24 ÉTABLISSANT LES TAUX DE TAXE FONCIÈRE ET LA TARIFICATION POUR LES SERVICES D'AQUEDUCS, D'ÉGOUTS ET D'ORDURES 2024

Extrait conforme des procès-verbaux de l'assemblée ordinaire du Conseil municipal de la Municipalité de Baie-Sainte-Catherine, MRC de Charlevoix-Est, tenue le 15^e jour du mois de janvier 2024 à 19h00 h à laquelle assemblée il y avait quorum.

CONSIDÉRANT QUE le conseil a adopté, lors de la séance extraordinaire tenue le 19 décembre 2023, le budget pour l'exercice financier 2024;

CONSIDÉRANT QUE le conseil doit déterminer les redevances municipales exigibles conformément au budget adopté, ainsi que les modalités de paiement;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR Madame Odette Ouellet, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

- **QU'**un avis de motion pour adoption ultérieure du règlement 220-24 établissant les taux de taxes foncières et la tarification pour les services d'aqueducs, d'égouts et d'ordures 2024 soit donné;
- **QU'**il soit déposé le projet de règlement intitulé « Règlement 220-24 établissant les taux de taxes foncières et la tarification pour les services d'aqueducs, d'égouts et d'ordures 2024 ».

COPIE CERTIFIÉE CONFORME, donnée le 16^e jour du mois de janvier 2024.



Madame Mariève Bouchard
Directrice générale / greffière-trésorière

C A N A D A
Province de Québec
MRC de Charlevoix-Est
Municipalité de Baie-Sainte-Catherine



**RÈGLEMENT MUNICIPAL # 220-24 ÉTABLISSANT LES
TAUX DE TAXES FONCIÈRES ET LA TARIFICATION
POUR LES SERVICES D'AQUEDUCS, D'ÉGOUTS ET
D'ORDURES 2024**

Assemblée ordinaire du Conseil municipal de la Municipalité de Baie-Sainte-Catherine, MRC de Charlevoix-Est, tenue le 5^{er} jour du mois de février 2024 à 19 heures, à laquelle étaient présents :

SON HONNEUR LE MAIRE MONSIEUR DONALD KENNY

ET MESDAMES, MESSIEURS LES CONSEILLERS:

Albert Dallaire	<input checked="" type="checkbox"/>
Odette Ouellet	<input checked="" type="checkbox"/>
Manon Foster	<input checked="" type="checkbox"/>
Guillaume Poitras	<input type="checkbox"/>
Yvan Poitras	<input checked="" type="checkbox"/>

Tous membres du Conseil et formant quorum.

La directrice générale / greffière-trésorière, Madame Mariève Bouchard, assistait également à la séance.

Il est constaté que les avis aux fins de la présente assemblée ont été donnés à tous et à chacun des membres du Conseil de la manière et dans le délai prévu par la Loi.

CONSIDÉRANT QUE le conseil a adopté, lors de la séance extraordinaire tenue le 19 décembre 2023, le budget pour l'exercice financier 2024;

CONSIDÉRANT QUE le conseil doit déterminer les redevances municipales exigibles conformément au budget adopté, ainsi que les modalités de paiement;

CONSIDÉRANT les dispositions spécifiques du Code municipal et de la loi sur la fiscalité municipale relatifs à l'imposition de taxes et de tarifs;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion a été donné par Madame Odette Ouellet par la résolution 0501-24 et que le projet de règlement a été déposé lors de cette même séance;

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL EST PROPOSÉ PAR Monsieur Albert Dallaire et résolu unanimement par les conseillers présents que le règlement 220-24 soit adopté, abrogeant le règlement du même ordre de l'année d'imposition 2023, que le Conseil ordonne et statue par le présent règlement ce qui suit :

ARTICLE 1 TITRE DU RÈGLEMENT

Le présent règlement portera le titre suivant :

RÈGLEMENT 220-24 ÉTABLISSANT LES TAUX DE TAXES FONCIÈRES ET LA TARIFICATION POUR LES SERVICES D'AQUEDUCS, D'ÉGOUTS ET D'ORDURES 2024

ARTICLE 2 PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule et ci-dessus fait partie intégrante du règlement.

ARTICLE 3 ABROGATION DES ANCIENS RÈGLEMENTS

Le présent règlement abroge tous les règlements antérieurs, relatifs aux dispositions de celui-ci.

ARTICLE 4 TAXES FONCIÈRES

Ce Conseil décrète l'imposition d'un taux de base applicable aux catégories d'immeubles résidentiels et non résidentiels (industriel et/ou commercial) et différents taux particuliers pour chacune des catégories décrites ci-dessous, lesquels taux ne sauraient être inférieurs au taux de base. S'ajoutent au taux de base et/ou aux taux particuliers, les tarifs de compensation applicables à chacune des catégories pour les différents services offerts par la Municipalité pour l'année 2024.

Un immeuble peut appartenir à plusieurs catégories.

Toute nouvelle catégorie d'immeuble prévue ou non par le présent règlement. Pour les cas non prévus, ceux-ci pourraient se voir appliquer un tarif pour le montant des taxes par résolution du Conseil municipal.

4.1 Taux de base applicable à la catégorie des immeubles résidentiels

Le taux de base de la taxe générale foncière de la catégorie des immeubles résidentiel et sur tous les terrains vagues non desservis est fixé à un taux de **1,28 \$** du cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est

prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions qui y sont érigées, s'il y en a.

4.2 Taux particulier applicable à la catégorie des immeubles non résidentiels, industriel et/ou commercial.

Le taux de base de la taxe générale foncière de la catégorie des immeubles-non résidentiel, industriel et/ou commercial est fixé à un taux de **1,70 \$** du cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions qui y sont érigées, s'il y en a.

4.3 Taux particulier applicable sur la catégorie des immeubles agricoles

Le taux particulier de la taxe générale foncière de la catégorie des immeubles agricoles est fixé à un taux de **1,28 \$** du cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions qui y sont érigées, s'il y en a.

4.4 Taux particulier applicable sur la catégorie des immeubles forestiers

Le taux particulier de la taxe générale foncière de la catégorie des immeubles forestiers dont la superficie forestière est enregistrée conformément à l'article 130 de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier à l'exception des parties de terrains utilisées à des fins de produits forestiers non ligneux compris dans une exploitation agricole enregistrée est fixé à un taux de **1,28 \$** du cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxes est prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions qui y sont érigées, s'il y en a.

4.5 Taux particulier applicable sur la catégorie des terrains vagues desservis

Le taux particulier de la taxes générale foncière de la catégorie des terrains vagues desservis est fixé à **1,90 \$** du cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est prélevée annuellement sur tout terrain vagues desservis.

ARTICLE 5 TARIFS DES COMPENSATIONS DE SERVICES

Toutes taxes, tarifications et compensations imposées à l'article 5 de ce présent règlement sont payables et exigibles d'une personne en raison du fait que celle-ci est propriétaire ou l'occupant d'un immeuble, et assimilées à une taxe foncière imposée sur l'unité d'évaluation, conformément aux articles 244.7, et suivants de la loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1

Les tarifs de compensations sont imposés et prélevés à tout propriétaire, qu'il se serve ou non du service. Si la Municipalité offre le service à l'emprise de la rue publique ou de toute servitude créée à cette fin, tout propriétaire est considéré comme desservi par le service.

La compensation en cours d'année pour le service de cueillette, de transport et de dispositions des ordures et de matières résiduelles doit être payée même si le commerce, le

loyer ou le local commercial est libre au cours de l'année, car aucun remboursement de sera fait pour un service cessant d'être utilisé au cours d'une année ainsi que pour les années subséquentes, à moins que le propriétaire informe le Conseil, par écrit, avant le 30 novembre pour l'année suivante et le 30 mai pour l'année en cours, qu'il n'a plus l'intention d'opérer son commerce, de louer son logement ou son local commercial et ce dernier devra prendre les mesures nécessaires pour nous en fournir la preuve.

5.1 Tarif de compensation pour les services d'aqueduc

Pour l'année financière 2024, les tarifs de compensation d'aqueduc sont fixés de la façon suivante :

Usagers ordinaires	310 \$
Usagers non résidentiels	
Hôtel/motel AVEC salle à manger	330 \$
Par chambre	15.09 \$
Hôtel/motel SANS salle à manger	330 \$
Par chambre (incluant celles des gîtes et R B&B et maison employés)	10.06 \$
Restaurant	330 \$
Places (Incluant celles des hôtels AVEC salle)	5.03 \$
Maison de touriste (Air B&B)	330 \$
Gîtes (5 chambres et moins)	330 \$
Station service	330 \$
Épicerie	330 \$
Maison d'hébergement aux employés	330 \$
Camping	330 \$
Places	7.55 \$
Piscine	75 \$

NOUVEAU : Depuis le 1er janvier 2023, les immeubles qui sont en partie ou en totalité destinés à un usage non résidentiel devront payer une tarification selon le volume d'eau consommé.

Pour tous les immeubles non-résidentiel desservis munis d'un compteur d'eau dont la lecture est effectuée annuellement s'ajoute une tarification par bloc progressif, ce qui signifie que le taux augmente à chaque palier de consommation sera facturé de la façon suivante :

Un volume :

- Jusqu'à 250 m³ sera facturé 330\$ (fixe selon le tableau ci-haut)
- De 250 à 500 m³ sera facturé 1.00\$/m³
- Et 500 m³ et plus sera facturé 1.50\$/m³

Lorsqu'il lui est impossible d'obtenir cette quantité, la Municipalité prévoit l'imposition du tarif sur la quantité d'eau consommée par un établissement ou un logement comparable.

Note : Cueillette des informations en 2024 pour facturation en 2025

5.2 Tarif de compensation pour la cueillette et l'enfouissement des ordures

Pour l'année financière 2024, les tarifs de compensation pour la cueillette et l'enfouissement des ordures sont fixés selon le tableau de la quote-part 2024 de la Municipalité régionale de comté de Charlevoix-Est (MRC).

Usagers ordinaires	140.33 \$
Usagers saisonniers	91.21 \$
Usagers non résidentiels	
Hôtel/motel AVEC salle à manger	252.58 \$
Par chambre	19.64 \$
Hôtel/motel SANS salle à manger	252.57 \$
Par chambre	16.84 \$
Restaurant	336.78 \$
Places	12.63 \$
Maison de touriste (Air B&B)	280.64 \$
Gîtes (5 chambres et moins)	280.64 \$
Casse-croute	252.57 \$
Garage	1024.36 \$
Station service	224.51 \$
Épicerie	1375.18 \$
Catégorie 1	561.30 \$
Camping	841.94 \$
Places	11.22 \$
Pourvoirie (Par emplacements)	70.16 \$
Centre communautaire	280.64 \$
Édifices gouvernementaux	1683.91 \$
Hôtel de ville	561.28 \$

5.3 Tarif de compensation pour la valorisation

Pour l'année financière 2024 les tarifs de compensation pour la valorisation des matières résiduelles sont fixés selon le tableau de la quote-part 2024 de la Municipalité régionale de comté (MRC).

Usagers ordinaires	44.26 \$
Usagers saisonniers	28.77 \$
Usagers non résidentiels	
Hôtel/motel AVEC salle à manger	79.67 \$
Par chambre	6.20 \$
Hôtel/motel SANS salle à manger	79.67 \$
Par chambre	5.31 \$
Restaurant	106.22 \$
Places	3.98 \$
Maison de touriste (Air B&B)	88.52 \$

Gîtes (5 chambres et moins)	88.52 \$
Casse-croute	79.67 \$
Garage	323.10 \$
Station service	70.81 \$
Épicerie	433.75 \$
Catégorie 1	177.04 \$
Camping	265.56 \$
Places	3.54 \$
Pourvoirie (Par emplacements)	22.13 \$
Centre communautaire	88.52 \$
Édifices gouvernementaux	531.13 \$
Hôtel de ville	177.04 \$

5.4 Tarif de compensation pour le compostage

Pour l'année financière 2023 les tarifs de compensation pour la valorisation des matières résiduelles sont fixés selon le tableau de la quote-part 2023 de la Municipalité régionale de comté (MRC).

Usagers ordinaires	50.26 \$
Usagers saisonniers	32.67 \$
Usagers non résidentiels	
Hôtel/motel AVEC salle à manger	90.47 \$
Par chambre	7.04 \$
Hôtel/motel SANS salle à manger	90.47 \$
Par chambre	6.03 \$
Restaurant	120.62 \$
Places	4.52 \$
Maison de touriste (Air B&B)	100.53 \$
Gîtes (5 chambres et moins)	100.53 \$
Casse-croute	90.47 \$
Garage	366.91 \$
Station service	80.42 \$
Épicerie	492.57 \$
Catégorie 1	201.05 \$
Camping	301.57 \$
Places	4.02 \$
Pourvoirie (Par emplacements)	25.13 \$
Centre communautaire	100.52 \$
Édifices gouvernementaux	603.14 \$
Hôtel de ville	201.05 \$

Pour les services de collecte et d'enfouissement des ordures, la valorisation des matières résiduelles et le compostage, les catégories sont les suivantes :

CATÉGORIE 1 Magasin de décoration, peinture, tapis; magasin de vêtements, chaussures; magasin de sports, jouets, cadeaux; mercerie; lingerie; entreprise en électricité,

plomberie, chauffage, climatisation; librairie; imprimerie; compagnie de transport; atelier de soudure; entrepreneur général (entrepôt et bureau); institution financière; bijouterie; fleuriste; câblodistributeur; bureau d'affaires; bureau professionnels; bureau école de conduite; salle de conditionnement physique; poste de taxi; organisme de charité, bienfaisance; nettoyeur vêtements; atelier d'artisanat; cordonnerie; salon funéraire; bar; discothèque; entreprise de déménagement; entreprise de télécommunication; récupérateur de métaux; magasin de couture, lainage.

CATÉGORIE 2 Boulangerie; club de golf; curling; hippodrome; salle de quilles.

CATÉGORIE 3 Brasserie avec cuisine; vitrerie automobile; menuiserie; scierie; boucherie; charcuterie; atelier de lettrage; animalerie; rembourrage; salons coiffure et esthétique.

CATÉGORIE 4 Magasin de meubles; magasin de pièces automobiles, industrielles, d'équipements ou outillages; société des alcools; SQDC; pharmacie; grossiste; magasin produits électroniques

5.5 Tarif pour la vidange et le traitement des boues des fosses septiques

Une taxe annuelle pour la vidange et le traitement des boues des fosses septiques sera imposée à tout contribuable qui n'est pas desservi par le service d'égout municipal.

La taxe annuelle imposée sera de :

- 143.00 \$ par résidence permanente;
- 71.50 \$ par résidence saisonnière.

À noter que ses taux demeureront fixes pour une période de 5 ans à partir de l'année 2023. Cette opération sera effectuée aux deux (2) ans pour les résidences ou les commerces permanents et aux quatre (4) ans pour les résidences ou les commerces secondaires.

5.6 Permis aux propriétaires de roulotte ou à l'occupant d'une roulotte situé sur le territoire de la municipalité

Conformément à l'article 231 de la loi sur la fiscalité municipale, il est imposé, aux propriétaires ou à l'occupant d'une roulotte situé sur le territoire de la municipalité, un permis d'occupation de 10 \$ soit :

- Pour chaque période de trente (30) jours qu'elle y demeure, au-delà de quatre-vingt-dix (90) jours consécutifs, si la longueur ne dépasse pas neuf (9) mètres;
- Pour chaque période de trente (30) jours, si la longueur n'excède pas neuf (9) mètres.

Ce permis est payable d'avance à la municipalité pour chaque période de 30 jours. Cependant, avec le consentement du propriétaire ou de l'occupant de roulotte, la municipalité peut percevoir le montant du permis pour une période de douze (12) mois.

5.7 Compensation pour les propriétaires de roulettes

Le propriétaire ou l'occupant d'une roulotte visé par l'article 5.5 du présent règlement est assujéti au paiement d'une compensation saisonnière pour les services municipaux dont il bénéficie, même s'il occupe l'endroit pour l'année, à savoir :

- La collecte et l'enfouissement des ordures : 7.60\$/mois
- La valorisation des matières résiduelles : 2.40\$/mois
- Le compostage des matières organiques : 2.72\$/mois

Cette compensation pour services, dont bénéficie le propriétaire ou l'occupant d'une roulotte, sera calculée sur une base mensuelle et est payable d'avance à la municipalité pour chaque période de 30 jours. Cependant, avec le consentement du propriétaire ou de l'occupant de roulotte, la municipalité peut percevoir le montant du permis et de la compensation pour une période de douze (12) mois.

5.8 Compensation pour les propriétaires dont l'accès au chemin public est situé en dehors des limites du territoire

La compensation pour les propriétaires dont l'accès est situé en dehors des limites du territoire de la Municipalité est fixée selon les tarifs établis aux articles 5.2, 5.3 et 5.4 de ce présent règlement avec ajout, s'il y a lieu, de la différence des taux fixés par la réglementation en vigueur du territoire qui donne les services sur son chemin public, dont la collecte et l'enfouissement des ordures, la valorisation et le compostage.

ARTICLE 6 ÉTABLISSEMENT MIXTE

Lorsqu'une propriété est employée pour diverses catégories de commerces par la même entité commerciale, le tarif applicable est, celui de base plus les compensations et/ou services applicables (*ex : chambre + places de restaurant*).

Une résidence ayant un usage complémentaire à vocation commerciale comme dans le cas d'un gîte, le tarif applicable sera commercial pour les compensations de service (*ex. : valorisation, compostage, ordures et aqueduc*) et par chambre, mais aura un taux général de taxation attribuable au pourcentage fixé par l'usage de l'immeuble.

ARTICLE 7 PAIEMENT PAR VERSEMENT

En vertu du règlement municipal 169-16 établissant les dates de versement de taxation, le Conseil décrète que la taxe foncière sera payable en six versements répartis de cette façon :

- le premier versement, le 31 mars représentant 17 %;
- le second versement, le 15 mai représentant 17 %;
- le troisième versement, le 15 juillet, représentant 17 %;
- le quatrième versement le 15 août, représentant 17 %;

- le cinquième versement le 15 octobre, représentant 17%; et
- le sixième versement le 15 décembre représentant 15%.

Pour bénéficier de ce droit, le débiteur doit recevoir un compte de taxes excédant 300,00 \$ pour chaque unité d'évaluation. Il est de plus décrété que les taxes de services soient incluses dans le calcul de l'application du paiement par six (6) versements.

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, le solde des taxes devient alors immédiatement et entièrement exigible.

ARTICLE 8_ INTÉRÊTS

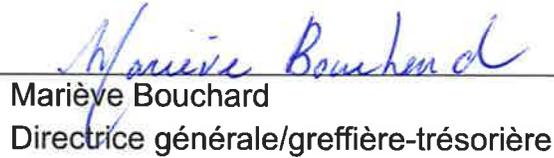
Le taux d'intérêt sur les taxes impayées et les comptes en souffrance sera de quinze pour cent (15 %) annuellement (*soit 1,25 % mensuellement*) et devient exigible à l'échéance de chacun des comptes de taxes. L'intérêt sera calculé à chacun des versements à son échéance.

La municipalité se réserve le droit de changer ou modifier au courant de l'année les dispositions relatives au taux d'intérêt sur les taxes impayés par résolution.

ARTICLE 9 ENTRÉE EN VIGUEUR

Ce règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.


Donald Kenny
Maire


Mariève Bouchard
Directrice générale/greffière-trésorière

AVIS DE MOTION DU RÈGLEMENT	16 janvier 2024
DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT	16 janvier 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT	5 février 2024
PROMULGATION DU RÈGLEMENT	19 février 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT	19 février 2024

ANNEXE 1

DOCUMENT D'INFORMATION (Gestion contractuelle)

La Municipalité a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle prévoyant des mesures visant à :

- favoriser le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;
- assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes* adopté en vertu de cette loi;
- prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;
- prévenir les situations de conflit d'intérêts;
- prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demande de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;
- encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat;
- assurer, dans la mesure du possible et selon les critères et principes prévus au règlement, la rotation des éventuels cocontractants à l'égard des contrats qui comportent une dépense de 25 000 \$ ou plus mais de moins de 100 000 \$ et qui peuvent être passés de gré à gré en vertu du règlement.

Ce règlement peut être consulté en cliquant sur le lien ci-après : **(indiquer ici le lien permettant d'accéder au règlement)**.

Toute personne qui entend contracter avec la Municipalité est invitée à prendre connaissance du Règlement sur la gestion contractuelle et à s'informer auprès du directeur général et secrétaire-trésorier si elle a des questions à cet égard.

Par ailleurs, toute personne qui aurait de l'information relativement au non-respect de l'une ou l'autre des mesures y étant contenues est invitée à en faire part au directeur général et secrétaire-trésorier ou au maire. Ces derniers verront, si cela s'avère nécessaire, à prendre les mesures utiles ou référer la plainte et la documentation aux autorités compétentes.

ANNEXE 2

**DÉCLARATION DU SOUMISSIONNAIRE
(Gestion contractuelle)**

Je, soussigné(e), soumissionnaire ou représentant du soumissionnaire _____, déclare solennellement qu'au meilleur de ma connaissance :

- a) la présente soumission a été préparée et déposée sans qu'il y ait eu collusion, communication, entente ou arrangement avec toute autre personne en contravention à toute loi visant à lutter contre le truquage des offres;
- b) ni moi ni aucun des collaborateurs, représentants ou employés du soumissionnaire ne nous sommes livrés à une communication d'influence aux fins de l'obtention du contrat, ou, si telle communication d'influence a eu lieu, je déclare que cette communication a été faite après que toute inscription, exigée en vertu de la loi, au registre des Lobbyistes, ait été faite;
- c) ni moi ni aucun des collaborateurs, représentants ou employés du soumissionnaire ne nous sommes livrés à des gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption, à l'endroit d'un membre du conseil, d'un fonctionnaire ou employé ou de toute autre personne œuvrant pour la Municipalité dans la cadre de la présente demande de soumissions.

ET J'AI SIGNÉ :

Affirmé solennellement devant moi à _____

ce _____^e jour de _____ 20__

Commissaire à l'assermentation pour le Québec

ANNEXE 3

DÉCLARATION DU MEMBRE D'UN COMITÉ DE SÉLECTION

Je, soussigné(e), membre du comité de sélection relativement à (identifier le contrat), déclare solennellement n'avoir aucun intérêt pécuniaire particulier, direct ou indirect, à l'égard de ce contrat.

Je m'engage à ne pas divulguer le mandat qui m'a été confié par la Municipalité, de même qu'à ne pas utiliser, communiquer, tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant mon mandat qu'après celui-ci, les renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de mes fonctions de membre du comité de sélection.

ET J'AI SIGNÉ :

Affirmé solennellement devant moi à [REDACTED]

ce [REDACTED] jour de [REDACTED] 2018

[REDACTED]
Commissaire à l'assermentation pour le Québec

ANNEXE 4
FORMULAIRE D'ANALYSE POUR LE CHOIX D'UN MODE DE PASSATION

1 BESOINS DE LA MUNICIPALITÉ

Objet du contrat

Objectifs particuliers (économies souhaitées, qualité, environnement, etc.)

Valeur estimée de la dépense (incluant les options de renouvellement)

Durée du contrat

2 MARCHÉ VISÉ

Région visée

Nombre d'entreprises connues

Est-ce que la participation de toutes les entreprises connues est souhaitable?

Oui Non

Si non, justifiez.

Estimation du coût de préparation d'une soumission

Autres informations pertinentes

3 MODE DE PASSATION CHOISI

Gré à gré

Appel d'offres sur invitation

Appel d'offres public régionalisé

Appel d'offres public ouvert à tous

Dans le cas d'un contrat passé de gré à gré, les mesures du RGC pour assurer la rotation sont-elles respectées?

Oui Non

Si oui, quelles sont les mesures concernées?

Si non, pour quelle raison la rotation n'est-elle pas envisageable?

4 SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE

Prénom, nom

Signature

Date

* Une version Word du [formulaire](#) est offerte sur le site Web du Ministère de sorte que le contenu pourra être adapté aux besoins de la municipalité.



AVIS DE PROMULGATION

À TOUS LES CONTRIBUABLES DE LA MUNICIPALITÉ DE BAIE-SAINTE-CATHERINE :

**«RÈGLEMENT 220-24 ÉTABLISSANT LES TAUX DE TAXE FONCIÈRE ET LA
TARIFICATION POUR LES SERVICES D'AQUEDUCS, D'ÉGOUTS ET D'ORDURES
2024»**

Avis est, par les présentes, donné par la soussignée conformément à la Loi :

- **QUE** le règlement numéro 220-24 établissant les taux de taxe foncière et la tarification pour les services d'aqueducs, d'égouts et d'ordures 2024 est entré en vigueur le 19 février 2024 à la suite de la publication du présent avis; et
- **Qu'**une copie de ce règlement est déposée au bureau de l'Édifice municipal Albert-Boulianne du 308 rue Leclerc où toutes les personnes intéressées peuvent en prendre connaissance durant les heures normales d'ouverture et ainsi que sur le site Internet de la Municipalité (www.baiestecatherine.com).

DONNÉ À BAIE-SAINTE-CATHERINE, CE 19^e JOUR DU MOIS DE FÉVRIER 2024.

Mariève Bouchard

Mariève Bouchard
Directrice générale / Greffière-trésorière

CERTIFICAT DE PUBLICATION

JE, soussignée, directrice générale et secrétaire-trésorière de la Municipalité de Baie-Sainte-Catherine, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié l'avis public ci-annexé annonçant l'adoption du règlement 220-24 établissant les taux de taxe foncière et la tarification pour les services d'aqueducs, d'égouts et d'ordures 2024 conformément à loi.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat, ce 19^e jour du mois de février 2024.

Mariève Bouchard

Mariève Bouchard
Directrice générale / Greffière-trésorière